

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département des Affaires étrangères, A. Lachenal*

RP¹

Paris, 26 octobre 1893

Les *marins russes* chargés de rendre à Paris la visite faite à Cronstadt, il y a deux ans, par la flotte française, viennent de regagner Toulon, non sans s'arrêter encore à Lyon et Marseille. Je me garderai bien de reproduire le récit de ces fêtes dont les journaux étaient remplis depuis quinze jours; je me bornerai aux quelques considérations politiques ci-après:

1^o La population parisienne a été constamment gaie, de bonne humeur, polie et, si elle a manifesté pour les marins russes un enthousiasme formidable et infatigable, elle s'est complètement abstenue de propos ou d'actes malsonnants à l'adresse de la Triple Alliance ou de l'Angleterre.

On pouvait craindre, jeudi ou vendredi derniers, que les Parisiens ne commençassent à s'exciter; il y avait eu, après le dîner à l'Hôtel de Ville, un commencement de désordre; la police était débordée et il a été fort heureux qu'en intercalant les funérailles du Maréchal Mac-Mahon au milieu des fêtes données aux marins russes, on ait pu arrêter le courant ou lui donner une direction plus sérieuse et plus solennelle. J'ai vraiment été frappé de la correction des trois cent mille personnes devant lesquelles ont défilé, en grand uniforme, l'Ambassadeur d'Allemagne, celui d'Autriche et celui d'Italie, ainsi que le Général italien de la Batie, commandant du corps d'armée de Turin. Pas un cri n'a été poussé par qui que ce soit. Et cependant on se trouvait à la fin d'une semaine de sept dimanches, pendant laquelle personne n'avait sérieusement travaillé.

2^o Je ne puis pas dire que, malgré les affirmations contraires de la presse presque entière, l'état d'âme de la population parisienne pendant ces fêtes ait été pacifique. On a beaucoup parlé de la paix dans les discours officiels, mais on sentait battre l'idée de la revanche dans tous les cœurs français. J'ai béni le ciel qu'il ne se soit pas produit, pendant ces derniers jours, un incident dans le genre de l'affaire Schnaebelé ou de l'affaire d'Aigues-Mortes, car il se serait produit une poussée irrésistible et tout le monde aurait crié: à Berlin!

J'ai l'impression très nette que ces fêtes ont créé, non seulement à Paris, mais dans des milliers de petites villes ou villages, un courant qui nous ramène aux temps du boulangisme. La politique de prudence, de réserve suivie par Jules Ferry, qui voulait attendre et choisir l'heure, a subi une forte atteinte.

3^o Un fait à noter est l'attitude de l'Eglise. L'évêque de Toulon a, le premier, porté la santé de l'hérétique Empereur de Russie. L'archevêque de Paris et d'autres membres de l'épiscopat ont ordonné des prières publiques pour la Russie et son souverain. A Paris, notamment, on a choisi comme lieu de la principale

1. *Note en tête du document*: 1. Acc. récept.; 2. à M. Lachenal par express; 3. en circulation.

cérémonie religieuse franco-russe l'église du Vœu-National ou du Sacré-Cœur de Montmartre érigée par décision de l'Assemblée nationale, après la perte de l'Alsace-Lorraine. Ce qui est plus significatif encore, le nonce du Pape, Mgr. Ferrata, m'a dit qu'il avait l'intention d'assister même au bal de l'Hôtel de Ville et a, en général, une attitude très nettement accentuée contre la politique actuelle de l'Italie.

Je m'empresse d'ajouter que les protestants de Paris, pour ne pas rester en arrière, ont aussi organisé des prières publiques pour l'Empereur de Russie, dimanche dernier, dans toutes les églises.

4° Dans le monde réactionnaire et royaliste, on s'est montré aussi zélé que de l'autre côté. Les émissaires du Comte de Paris disent autour d'eux que ce qui se passe est dû, pour une large part, à l'action persévérante de la Princesse Waldemar de Danemark, fille du Duc de Chartres et arrière-petite-fille de Louis-Philippe; dans les longs séjours d'été d'Alexandre III au Danemark, cette princesse aurait constamment agi, selon eux, avec un grand tact et une grande habileté, pour provoquer un rapprochement franco-russe. Dans les banquets donnés à l'Amiral Avellane et à ses officiers, on a remarqué, chaque fois que ces réunions n'étaient pas organisées par l'Etat ou la Ville, des représentants de la droite. Les républicains montraient envers eux la plus grande courtoisie, les mettaient au premier plan, les présentaient à l'Amiral et on remarquait à la table d'honneur du banquet du Champ-de-Mars, encadrant l'Amiral M. Banc, le vieux lutteur gambettiste et M. Dufeuille, le factotum électoral du Comte de Paris.

5° Au point de vue de l'art pour l'art, on ne peut s'empêcher d'admirer l'habileté consommée avec laquelle les autocrates et aristocrates russes ont étudié, compris et exploité la démocratie française. Ils ont senti que, malgré vingt ans de république, malgré les efforts faits par des hommes à mœurs simples, comme Grévy ou à sang-froid et calculateur comme Ferry, la race était restée une démocratie césarienne qu'il fallait prendre par son côté faible, l'amour de la parade, des spectacles et de la gloire militaire. C'est donc en s'adressant aux foules que la diplomatie russe a su, peu à peu, en dépensant beaucoup d'argent dans la presse, créer lentement un état d'opinion irrésistible. Les gouvernements français ont cédé peu à peu à la pression. Je vous ai écrit souvent les propos de personnages considérables du parlement ou du gouvernement de ce pays-ci, propos qui dénotaient chez eux, la crainte de voir la France livrée aux mains de la Russie et jouer son existence à l'heure qui conviendrait à la Russie. Plus d'une fois, je vous ai écrit que les républicains voyaient, dans la possibilité d'une guerre, la chute presque certaine de la république destinée à périr, en cas de défaite et à périr aussi entre les mains d'un général victorieux. Aujourd'hui, l'opinion publique française est tellement acquise à la Russie qu'aucun homme politique n'aura le courage de résister ouvertement et serait certain d'être aussitôt accusé de s'être vendu à l'Angleterre.

L'Allemagne a voulu elle aussi tenter de faire appel à l'opinion publique française. En convoquant la Conférence ouvrière de Berlin, en cherchant à offrir, au besoin français de gloire militaire, un domaine en Afrique, à Madagascar ou au Tonkin, en envoyant sa mère à Paris, l'Empereur Guillaume II a cru qu'il pourrait créer un courant d'opinion moins hostile à l'Allemagne. Il a échoué, tandis que les Russes, avec une patience et un art infinis, ont brillamment atteint leur

but qui était d'avoir la France dans leurs mains, pour l'heure qui leur conviendrait et en prenant un minimum d'engagements.

6° Faut-il maintenant préjuger des conséquences? Je crois qu'officiellement la situation est restée après ce qu'elle était avant la visite de l'Amiral Avellane. La Russie, comme le Saint-Siège, peut et doit attendre. Je pense toutefois que nous ne tarderons pas à voir si des actes, si des pas en avant sont tentés. Ces actes peuvent être de nature financière (conversion de tout ou partie des trois milliards de fonds russes placés en France). Ils peuvent être d'une nature beaucoup plus grave, si la Russie donne suite à l'idée habilement répandue dans la presse de demander un port d'attache sur une côte française pour la petite flotte qu'elle vient d'envoyer dans la Méditerranée. Dans l'état actuel de l'opinion en France, cette demande, qui satisferait les rêves de la Russie depuis Pierre le Grand et l'Amiral genevois Le Fort, serait favorablement accueillie ici, parce qu'elle lierait la Russie à la cause de la revanche. En effet, s'il est exact que l'Italie a reçu de ses alliés, l'assurance du maintien du *statu quo* dans la Méditerranée, l'Italie pourra invoquer le *casus foederis* et si des réclamations étaient formulées par la Triple Alliance, la Russie serait forcément appelée à faire cause commune avec la France. La question peut donc devenir fort sérieuse. L'Ambassadeur d'Angleterre ici se montre, ainsi que ses collaborateurs, absolument impénétrable, quand on essaie d'aborder ce sujet.

Sur le terrain des affaires asiatiques, on verra peut-être assez promptement se dessiner une action commune franco-russe, si, comme on me l'assure de bonne source, les négociations anglo-françaises relatives au Siam marchent mal. Il paraît que, l'été dernier, lorsque le Siam a été obligé de céder à la France la rive gauche du Mékong, l'Angleterre a fait parvenir sans bruit à Paris un véritable ultimatum, portant qu'elle n'admettrait pas l'extension du territoire français sur la rive droite du fleuve, sauf une petite parcelle de 15 milles environ, près de Shung-Treng; il aurait alors été entendu que dans le Haut-Mékong, une commission, dont font partie deux membres de l'Ambassade d'Angleterre à Paris, délimiterait les territoires jadis cédés au Siam par l'Angleterre et les nouveaux territoires acquis par la France, l'Angleterre agissant pour compte de qui de droit, c'est-à-dire se réservant de laisser les territoires à l'ouest de la ligne frontière au Siam ou à de petits souverains locaux. Ce sont paraît-il les travaux de cette commission qui marchent péniblement depuis quelques jours.

En résumé, l'émotion pénible causée en France par la visite du Prince royal d'Italie à Metz, l'émotion causée en Italie par les incidents d'Aigues-Mortes, l'état d'esprit dont la France s'est montrée animée au cours de la visite des marins russes, l'importance des menées républicaines et sociales en Italie, comme aussi la détresse financière de ce pays, tout cela n'a pas amélioré depuis trois mois la situation générale européenne. Le plan incliné sur lequel les peuples semblent fatalement glisser vers la guerre a été savonné et il est bien désirable que, de toutes parts, on en revienne aux mesures qui pourraient jeter un peu de cendres sur ce plan savonné. Au nombre de ces mesures, figurerait la constitution en France d'un gouvernement énergique et capable de résister aux entraînements de la rue. Dans un prochain rapport et lorsque le parlement français modifié par les dernières élections de la Chambre des députés se sera réuni et aura commencé à donner sa mesure, je me permettrai de vous faire part des

9 NOVEMBRE 1893

267

impressions que j'aurai pu réunir sur la situation intérieure; les chefs des principaux groupes parlementaires ne sont pas encore à Paris, en sorte qu'il ne m'a pas été possible jusqu'ici de recueillir leurs appréciations sur la nouvelle Chambre.